

vont obtenir tout le trafic de l'Ouest canadien, et une grande partie du trafic de l'Ouest américain en plus.

M. PORTER: Je crois que le ministre n'est pas bon prophète.

L'hon. M. PUGSLEY: Je suis certain de l'être, et personne ne peut penser autrement que je pense. Mais ne discutons pas la réciprocité ce soir; je veux faire adopter ces crédits.

M. WRIGHT: Le ministre a-t-il une évaluation quant à la somme additionnelle qu'il faudra pour terminer les travaux à Victoria-Harbour?

L'hon. M. PUGSLEY: Je fais préparer avec soin des prévisions que je soumettrai au comité lorsque nous discuterons le budget principal. Je crois qu'il faudra \$150,000 pour terminer les travaux de dragage nécessaires. Naturellement, ce port est aujourd'hui ouvert à la navigation. Les grands bateaux de la compagnie y sont venus tout l'été dernier, mais pour que les améliorations soient parfaites il faudra encore \$150,000.

M. SPROULE: Ce quai est-il public, ou appartient-il à la compagnie du Pacifique?

L'hon. M. PUGSLEY: Il appartient à la compagnie du Pacifique.

M. SPROULE: Et le public n'a aucun droit sur ce quai?

L'hon. M. PUGSLEY: En réalité ce sera uniquement du trafic du Pacifique-Canadien. C'est la seule ligne qui touche à ce port. Il servira à l'expédition du grain de l'Ouest, que la compagnie amènera à son élévateur. Naturellement, je présume que la compagnie du Pacifique sera heureuse de permettre à d'autres vaisseaux de toucher à ce quai, parce qu'ils apporteront du grain à son chemin de fer, et dans ce sens le quai sera public. Je ne crois pas que la compagnie fasse payer aucuns droits aux vaisseaux qui accosteront ce quai, parce qu'elle sera trop heureuse d'avoir leur trafic.

M. SPROULE: Si la compagnie ne fait rien payer, très bien, parce que le public aura l'usage du quai, mais si elle fait payer quelque chose la sagesse de ces dépenses est douteuse.

L'hon. M. PUGSLEY: Si elle fait payer des droits ce sera au détriment de ses transports. Je ne crois pas qu'elle fasse rien payer.

M. SPROULE: Tout de même le pays dépense beaucoup d'argent pour aider à une entreprise particulière. Je suis fortement opposé à ce que le département dépense plus que ses crédits. Nous n'avons plus alors le gouvernement par le Parlement; ce n'est pas le gouvernement par les représentants du peuple. On ne leur

M. PUGSLEY.

demande pas leur avis sur les dépenses à faire; on ne demande pas leur consentement, mais c'est le Gouvernement qui agit seul. Où a-t-on vu, dans l'histoire du Canada, ou de toute colonie anglaise, des exemples d'une pratique semblable à celle que nous indiquent les quelques crédits que nous votons ce soir?

L'hon. M. PUGSLEY: Il y a toujours eu depuis la Confédération, des crédits supplémentaires aussi considérables sinon plus que ceux que nous demandons cette année.

M. SPROULE: Ces crédits ne représentaient pas toujours un excès de dépenses.

L'hon. M. PUGSLEY: Oui, tous les crédits supplémentaires sont comme cela.

M. SPROULE: Depuis vingt-cinq ans que je siège à la Chambre, je ne crois pas que l'on ait demandé autant de crédits supplémentaires qu'aujourd'hui.

M. GORDON (Nipissing): L'honorable ministre a-t-il dit que le barrage à la décharge de la rivière des Français serait achevé cette année?

L'hon. M. PUGSLEY: Le sous-ministre pense que ce sera fini dans un an.

M. GORDON (Nipissing): Un état de choses de plus sérieux existe à cet endroit. Il y a un an l'été dernier ce barrage qui a coûté de \$14,000 à \$15,000 a été enlevé à coups de mine par l'administration, et depuis la navigation sur le lac en a été sensiblement entravée, et les industries installées à proximité du lac se sont trouvées embarrassées par suite du manque d'eau. Il me semble que ces travaux auraient dû être entrepris avant aujourd'hui. Si l'ancien barrage avait sa raison d'être, et de fait il l'avait, je ne vois pas pourquoi on l'a fait sauter. Je sais bien que les propriétaires dans le voisinage du lac se plaignaient de ce que leurs terrains étaient inondés. Je sais qu'il en était ainsi; mais c'est parce que le barrage avait été mal construit et ne permettait pas au surplus d'eau de s'écouler au printemps. Je me figurais lorsqu'on a fait sauter ce barrage et qu'on a fait ce gaspillage de \$16,000 à cet endroit, que le département allait s'occuper de l'affaire d'une manière pratique et prendre des mesures pour reconstruire le barrage sur-le-champ. Je n'ai pas insisté très fortement dans ce sens auprès du ministre, croyant qu'il serait l'objet d'autre part de sollicitations plus effectives. Plusieurs fois je me suis rencontré avec les ingénieurs du département à cet endroit avant qu'on eût fait sauter le barrage, comme depuis, et croyant le département parfaitement renseigné quant aux besoins des diverses industries établies autour du lac, je n'y ai pas insisté aussi fortement que j'aurais dû le faire. Je suis péniblement surpris d'apprendre que les travaux vont être retardés à ce point.